L'ABEILLE.

PAR BULLITT, BULLEN & MAGNE
No. 82, rue Orléans.

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 31 JANVIER 1839

POUR PRESIDENT DES ETATS UNIS,
HENRY CLAY,
Soumis à la décision d'une Convention Nationale

Un navire Grec, le Parolin est arrivé il y a peu de jours à Anvers, chargé de blé. On dit que c'est le premier navire venant de Grèce qui soit entré dans l'Escaut.

Le Morning Herald de Londres dit que Lord Grey est indigné de la manière avec laquelle les ministres ont traité Lord Durham, son beau fils, et qu'il est dans l'intention de montrer cette opinion en parlement.

Le bruit courait à Paris que Lord Durham avait provoqué une assemblée de tous les négociens de Londres qui ont des relations avec le Canada, pour leur faire connaître les motifs qui ont déterminé sa conduite dans cette province.

Les résolutions de l'Honorable Mr. Dartigny ont passé hier à la Chambre des Représentants, à une immense majorité (de 76 par 34 contre 33 et les autorités 30 contre 11,) ainsi que nous nous y attendions. La Chambre a montré dans cette détermination, qu'elle n'était nullement appréciée faire attention et les insultes de la communauté. C'est un résultat dont il faut se féliciter, car il indique un intérêt aux grands débats gouvernementaux.

NOUVELLES DU MEXIQUE

Nous devons à l'obligeance de M. Reynal du *Mercantile Exchange*, les dernières nouvelles, du Mexique, apportées par le cutter des Etats-Unis Woodbury.

Une lettre de Vera-Cruz annonce qu'une entrevue du cap Pastelong, de la corvette des Etats-Unis Levant, et de l'amiral Baudin a eu lieu; et qu'il a été convenu que l'amiral laisserait ouverte au commerce, les ports de Tampico et de Matamore, et qu'il ne lui ferait rien de nouveau sans en avoir donné avis à temps. Les navires peuvent encore donc le port de la Vera-Cruz, il ne leur est pas permis, sous peine de confiscation, de débarquer leurs marchandises.

Outre ces détails il n'a transpiré que peu de nouvelles. La *Correspondia*, journal de l'appointement nous avons vu un numéro du 9 courant, répond avec indignation l'accusation portée contre Urrea de servir les intérêts de la France. Ce même journal donne aussi les particularités d'une entrevue entre M. Packenham, l'envoyé Britannique, et le général Santa-Anna, dans laquelle le premier acheminé à la personne [illegible] conduite de [illegible] Urrea. Le gouvernement accepte aussi les propositions faites par [illegible] et d'en conclure un analogue à celui [illegible].

Le C[illegible] Congrès, ses cabinet et tout le [illegible] et déclare qu'ils chercheront [illegible] avec Santa-Anna [illegible] force qu'il [illegible].

Par un [illegible] les sollicite des contributions volontaires [illegible] dépenses de la guerre avec [illegible] les moyens pour en faire [illegible] bureaux des finances et de [illegible] décrétées contre tout offenser qui détournerait ces sommes de leur destination privée.

Le général Bravo allait partir pour Puebla, pour y prendre le commandement de l'armée du centre.

Le journal est principalement rempli des manifestations de l'esprit public dans différentes localités de la république. Il l'on pouvait prendre ces manifestations au pied de la lettre on devrait avancer que le peuple mexicain est le plus héroïque qu'il y ait sur la terre.

Mais nous sommes nécessairement à voir au langage emphatique que nous ne pouvons nous empêcher d'un caractère beaucoup et de le réduire à sa juste valeur.

NOUVELLES DIVERSES.

On écrit de France que la rentrée de M. Guizot au ministère comme président du conseil n'est pas inspirable.

Il paraît d'après les dernières dépêches que plusieurs bâtimens de guerre devaient partir du Brésil pour les stations du Mexique et des Buenos Ayres. Le steamer Styx devait aussi partir de Toulon avec des instructions cachetées.

Des lettres d'Allemagne annoncent que la duchesse de Wirtemberg (Princesse Marie d'Orléans) était dangereusement malade.

Tous ceux qui ont été rendus dans les possessions portugaises sont prévenus, par un décret, de se munir d'un passeport document visé par le consul portugais du lieu de départ, sous des pénalités assez sévères—des ordres ayant été donnés à cet effet par le gouverne-

Correspondance Spéciale de l'Abeille.

CONGRES DES ETATS UNIS.

WASHINGTON, 21 janvier.

Je suis bien aise de pouvoir, dans cette première communication, annoncer à vos lecteurs la victoire signalée remportée par la chambre des représentans sur le jour ar exécrable. Pendant les quatre dernières semaines ont été aux prises pour savoir quel mode on emploierait pour nommer le comité d'enquête sur les déficits des fonctionnaires de N.-York; ce comité serait nommé par la chambre au scrutin, ou par l'exécutif au moyen de sa créature dévouée, l'orateur de la chambre. Enfin le combat a cessé jeudi soir à onze heures après une longue et pénible séance. La proposition pour nommer au scrutin était faite par amendement à la résolution tendante à faire faire la nomination de la manière accoutumée c'est-à-dire par l'orateur du parti. La première défaite éprouvée par le parti fut sur la question préalable qui eut détruit l'amendement et elle eut été soutenue. Mais la question préalable fut repoussée—alors l'administration prête, de guerre lasse, et la conduit à être compromise au scrutin de la manière suivante:

MM. Harlan, Wise, Curtis et Dawson, whigs; MM. Smith Md.' et Hopkins, conservatifs, et MM. Gushman, Habley et Ellmore, unionistes.

Ainsi défaite, les locodemos ne pouvaient plus avoir recours à la ruse, ni en effet, le jour suivant, ils furent à la chambre déterminés à faire tous leurs efforts pour entraver l'organisation du comité. Tous les ministeriels étaient demandé pour être dispensés de faire partie du comité, et toute la journée de vendredi fut employée à discuter la question de savoir si Pun, devait les dispenser, oui ou non. L'opposition se refusait à leur demande parce que les adversaires voulaient faire élire les membres de leur parti qui leur convenaient en faisant l'opposition à ne nommer de ceux que des whigs et des conservatifs, afin de se couvrir le droit de déclamer plus tard contre le rapport du comité, et les révélations qu'il pourrait contenir. Cependant quelques membres de l'opposition votèrent pour les faire excuser par des considérations personnelles, et en effet ils furent excusés. Les places devenaient vacantes furent de suite remplies par trois autres membres du parti minéralisé; MM. Martin de Alb., Taylor de N. Y. et Wagener.

Le samedi les trois nouveaux élus demandèrent mais à être excusés, ainsi qu'on l'avait déjà fait." Et il est remarqué des déclarations de Moore, le Leco-Foco déclamateur de New-York, que l'ordre ainsi était donné en haut de ne pas permettre qu'aucune administration fut partie du comité, excepté ceux que désignait l'administration. Il a représenté tout démocrate qui consentirait à en faire partie, sur une nomination du parti Whig, comme un traître et un conservateur et n'a été interrompu que par de bruyantes éclats de rire. Il est ridicule au effet de voir par tel homme, reprochement la minorité et faisant partie de la minorité de la chambre parler avec cette assurance de "corporation de la démocratie."

Après un long débat, il a été exempté par l'Orateur au moyen de son Casting vote. La motion d'exempter M. Wagener a été rejetée mais Mr. Martin étant déjà membre de deux comités avait droit à une exemption et il en a profité.

On a procédé de suite à remplacer les exempts et un premier tour de scrutin MM. Fairfax de N. Y. et Owens de Geo, deux partisans quasi-ouverts de l'Administration, ont été nommés.

Le Comité étant alors au complet, M. Wise a présenté une résolution autorisant le Comité à choisir un Secrétaire et un imprimeur pour imprimer ses travaux; pour se rendre à New-York s'ils le jugent convenables pour parfaire leur enquête, et pour être dispensés, d'ordinaire régulièrement aux séances de la Chambre jusqu'après la présentation de leur rapport. Ces résolutions ont été adoptées malgré les efforts de Locofocos, pour les faire rejeter.

Aujourd'hui lundi, le séant a repris la discussion du Chemin de fer de Cumberlan faisant des allocations pour continuer ce chemin à travers les Etats de Ohio, Indiana et Illinois) et la question a été résolue affirmativement par 26 contre 23. Renvoyé à la chambre des représentants.

M. Talmadge, habitant fameux de N. J. a présenté une série d'amendements à la constitution. On propose que le président des Etats-Unis ne soit plus éligible après les premières quatre années de Présidence le secrétaire de la trésorerie, le registeur et le maître général des Postes soient nommés par congrès d'après le mode et pour le temps qui seront déterminés par la loi, et qu'aucun membre du congrès ne soit nommé à un emploi des Etats-Unis que deux ans après avoir cessé ses fonctions législatives.

Le secrétaire de la trésorerie a fait lire à quelques jours une communication contenant l'information ci-que par le département relative aux système existants maintenant demandés pays étrangers pour la perception, la garde et le paiement des deniers publics. Cette communication fut alors renvoyée à un comité de finance qui a fait son rapport aujourd'hui; et nonobstant l'impression de la communication, nous voudrions donner son opinion sur ces systèmes.

Le sénat a vaqué ensuite à des affaires ordinaires et s'est ajourné.

La séance de la chambre a été aujourd'hui assez intéressé, aussi qu'il est d'usage les lundis jour de pétition. Mr. Haynes de Georgie, le nouvel aspirant à la présidence du congrès, a fait la motion que la chambre se formât en comité général pour délibérer sur le message du Président, déclaré ne que, quoique le Congrès fut en session depuis cinq semaines, on n'avait encore pris aucune disposition relativement à cet important document (!). Cependant la chambre a refusé de se conformer au désir de Mr. Haynes et l'Orateur a continué à passer en revue les Etats et annoncer pour des pétitions, mémoires, &c., la jonglerie ordinaire à cet occasion toute semblable.

Le comité d'investigation parlementaire demandé pour New-York.—A en croire le mécontentement la opposition et les conseils de la fédérale-Talleyrands.

On dit que le célèbre ex-consul a chassé de sa convenance de suivre l'exemple donné en 1827 par le Général Jackson exemplaire capitale d'enquête de l'*extérieur*, et de refuser de répondre à toutes les questions, à moins qu'on ne porte des accusations positives? Qu'ils soutient s'ils l'osent, et ils verront que le peuple ne tolérera pas dans le successeur auquel il a passé un vieux général.

L'ABEILLE.

RAPPORTE POUR L'ABEILLE.

SENAT, Mercredi 30 Janvier.

Nous avons annoncé aujourd'hui à la séance du Sénat, mais, selon l'expression vulgaire, nous nous sommes mal trompés. Hier heureusement Mr. Sénateur Bodley n'est pas en ville. Il est en route pour les glorieuses délibérations du quelques résolutions, du rapport de Caldwell. Nous ne nous abstenons que de [illegible] analogues à celles [illegible].

Le C[illegible] Congrès, ses cabinet et tout le [illegible] et déclare qu'ils chercheront [illegible] avec Santa-Anna [illegible] force qu'il [illegible].

Par un [illegible] les sollicite des contributions volontaires [illegible] dépenses de la guerre avec [illegible] les moyens pour en faire [illegible] bureaux des finances et de [illegible] décrétées contre tout offenser qui détournerait ces sommes de leur destination privée.

Le général Bravo allait partir pour Puebla, pour y prendre le commandement de l'armée du centre.

Le journal est principalement rempli des manifestations de l'esprit public dans différentes localités de la république. Si l'on pouvait prendre ces manifestations au pied de la lettre on devrait avancer que le peuple mexicain est le plus héroïque qu'il y ait sur la terre.

Mais nous sommes nécessairement à voir au langage emphatique que nous ne pouvons nous empêcher d'un caractère beaucoup et de le réduire à sa juste valeur.

NOUVELLES DIVERSES.

On écrit de France que la rentrée de M. Guizot au ministère comme président du conseil n'est pas inspirable.

Il paraît d'après les dernières dépêches que plusieurs bâtimens de guerre devaient partir du Brésil pour les stations du Mexique et des Buenos Ayres. Le steamer Styx devait aussi partir de Toulon avec des instructions cachetées.

Des lettres d'Allemagne annoncent que la duchesse de Wirtemberg (Princesse Marie d'Orléans) était dangereusement malade.

Tous ceux qui ont été rendus dans les possessions portugaises sont prévenus, par un décret, de se munir d'un passeport document visé par le consul portugais du lieu de départ, sous des pénalités assez sévères—des ordres ayant été donnés à cet effet par le gouverne-

Correspondance Spéciale de l'Abeille.

CONGRES DES ETATS UNIS.

WASHINGTON, 21 janvier.

Je suis bien aise de pouvoir, dans cette première communication, annoncer à vos lecteurs la victoire signalée remportée par la chambre des représentans sur le jour ar exécrable. Pendant les quatre dernières semaines ont été aux prises pour savoir quel mode on emploierait pour nommer le comité d'enquête sur les déficits des fonctionnaires de N.-York; ce comité serait nommé par la chambre au scrutin, ou par l'exécutif au moyen de sa créature dévouée, l'orateur de la chambre. Enfin le combat a cessé jeudi soir à onze heures après une longue et pénible séance. La proposition pour nommer au scrutin était faite par amendement à la résolution tendante à faire faire la nomination de la manière accoutumée c'est-à-dire par l'orateur du parti. La première défaite éprouvée par le parti fut sur la question préalable qui eut détruit l'amendement et elle eut été soutenue. Mais la question préalable fut repoussée—alors l'administration prête, de guerre lasse, et la conduit à être compromise au scrutin de la manière suivante:

MM. Harlan, Wise, Curtis et Dawson, whigs; MM. Smith Md.' et Hopkins, conservatifs, et MM. Gushman, Habley et Ellmore, unionistes.

Ainsi défaite, les locodemos ne pouvaient plus avoir recours à la ruse, ni en effet, le jour suivant, ils furent à la chambre déterminés à faire tous leurs efforts pour entraver l'organisation du comité. Tous les ministeriels étaient demandé pour être dispensés de faire partie du comité, et toute la journée de vendredi fut employée à discuter la question de savoir si Pun, devait les dispenser, oui ou non. L'opposition se refusait à leur demande parce que les adversaires voulaient faire élire les membres de leur parti qui leur convenaient en faisant l'opposition à ne nommer de ceux que des whigs et des conservatifs, afin de se couvrir le droit de déclamer plus tard contre le rapport du comité, et les révélations qu'il pourrait contenir. Cependant quelques membres de l'opposition votèrent pour les faire excuser par des considérations personnelles, et en effet ils furent excusés. Les places devenaient vacantes furent de suite remplies par trois autres membres du parti minéralisé; MM. Martin de Alb., Taylor de N. Y. et Wagener.

Le samedi les trois nouveaux élus demandèrent mais à être excusés, ainsi qu'on l'avait déjà fait." Et il est remarqué des déclarations de Moore, le Leco-Foco déclamateur de New-York, que l'ordre ainsi était donné en haut de ne pas permettre qu'aucune administration fut partie du comité, excepté ceux que désignait l'administration. Il a représenté tout démocrate qui consentirait à en faire partie, sur une nomination du parti Whig, comme un traître et un conservateur et n'a été interrompu que par de bruyantes éclats de rire. Il est ridicule au effet de voir par tel homme, reprochement la minorité et faisant partie de la minorité de la chambre parler avec cette assurance de "corporation de la démocratie."

Après un long débat, il a été exempté par l'Orateur au moyen de son Casting vote. La motion d'exempter M. Wagener a été rejetée mais Mr. Martin étant déjà membre de deux comités avait droit à une exemption et il en a profité.

On a procédé de suite à remplacer les exempts et un premier tour de scrutin MM. Fairfax de N. Y. et Owens de Geo, deux partisans quasi-ouverts de l'Administration, ont été nommés.

Le Comité étant alors au complet, M. Wise a présenté une résolution autorisant le Comité à choisir un Secrétaire et un imprimeur pour imprimer ses travaux; pour se rendre à New-York s'ils le jugent convenables pour parfaire leur enquête, et pour être dispensés, d'ordinaire régulièrement aux séances de la Chambre jusqu'après la présentation de leur rapport. Ces résolutions ont été adoptées malgré les efforts de Locofocos, pour les faire rejeter.

Aujourd'hui lundi, le séant a repris la discussion du Chemin de fer de Cumberlan faisant des allocations pour continuer ce chemin à travers les Etats de Ohio, Indiana et Illinois) et la question a été résolue affirmativement par 26 contre 23. Renvoyé à la chambre des représentants.

M. Talmadge, habitant fameux de N. J. a présenté une série d'amendements à la constitution. On propose que le président des Etats-Unis ne soit plus éligible après les premières quatre années de Présidence le secrétaire de la trésorerie, le registeur et le maître général des Postes soient nommés par congrès d'après le mode et pour le temps qui seront déterminés par la loi, et qu'aucun membre du congrès ne soit nommé à un emploi des Etats-Unis que deux ans après avoir cessé ses fonctions législatives.

Le secrétaire de la trésorerie a fait lire à quelques jours une communication contenant l'information ci-que par le département relative aux système existants maintenant demandés pays étrangers pour la perception, la garde et le paiement des deniers publics. Cette communication fut alors renvoyée à un comité de finance qui a fait son rapport aujourd'hui; et nonobstant l'impression de la communication, nous voudrions donner son opinion sur ces systèmes.

Le sénat a vaqué ensuite à des affaires ordinaires et s'est ajourné.

La séance de la chambre a été aujourd'hui assez intéressé, aussi qu'il est d'usage les lundis jour de pétition. Mr. Haynes de Georgie, le nouvel aspirant à la présidence du congrès, a fait la motion que la chambre se formât en comité général pour délibérer sur le message du Président, déclaré ne que, quoique le Congrès fut en session depuis cinq semaines, on n'avait encore pris aucune disposition relativement à cet important document (!). Cependant la chambre a refusé de se conformer au désir de Mr. Haynes et l'Orateur a continué à passer en revue les Etats et annoncer pour des pétitions, mémoires, &c., la jonglerie ordinaire à cet occasion toute semblable.

Le comité d'investigation parlementaire demandé pour New-York.—A en croire le mécontentement la opposition et les conseils de la fédérale-Talleyrands.

On dit que le célèbre ex-consul a chassé de sa convenance de suivre l'exemple donné en 1827 par le Général Jackson exemplaire capitale d'enquête de l'*extérieur*, et de refuser de répondre à toutes les questions, à moins qu'on ne porte des accusations positives? Qu'ils soutient s'ils l'osent, et ils verront que le peuple ne tolérera pas dans le successeur auquel il a passé un vieux général.

Nous commençons aujourd'hui la publication de toutes les pièces relatives aux différends survenus entre le Maire et le Conseil Municipal, afin que chacun de nos lecteurs puisse juger par lui-même de la conduite des diverses autorités sur les deux parties adverses.

Dans une matière si délicate et dont l'importance n'est, après tout, que secondaire, nous nous sommes abstenus de formuler une opinion, parce qu'il nous aurait fallu, pour cela, perdre en recherches plus de temps que nous ne pouvions en consacrer à cet objet, et que, placés dans cette situation, nous avons pensé qu'il valait mieux en tirer que d'émettre une opinion exposée en incompétence; que nous désirons n'être tout à fait juste ouvert sous le monde et sur parties que des jugements consciencieux.

Il nous nous trompons en jugeant une question nous le faisons du moins de bonne foi et par conviction: avec d'autant plus de raison que nous ne décidons rien à la légère et sans un mur examen préalable.

RAPPORT.

La Comité des Finances, auquel ont été référés les trois derniers Messages du Maire, ainsi qu'une communication du Controleur, relative à l'un dits Messages, rapporte respectueusement:

Que dans le premier de ces messages qui n'est daté, et que a été lu dans le conseil le 2 de courant mois où qu'une lettre qu'il avait reçue de contrôleur Mr. Calhoun, en réponse à une demande qu'il avait à cet employé, pour connaître des informations qu'il croyait nécessaires et à l'appui de certaines propositions qu'il se croyait obligé de soumettre au conseil, ainsi que la décision qu'il avait prise à ce sujet, laquelle était la destitution du contrôleur.

Le maire dit qu'un document est lui, il a nommément fait usage d'un demi-acte est authentiquement attaché à son dossier officiels; et, que s'il n'avait pas le droit de demander à chaque employé les informations qu'exigeait un dossier officiels, il serait obligé de marcher, comme chef de l'exécutif, à titre dans les ténèbres, dans l'absolue nécessité de [illegible] exiger une [illegible] sur les [illegible] administration, sans engager en responsabilité personnelle.

Le maire maintient aussi que ce droit appartient nécessairement au chef de toute administration, et est exercé par lui. A l'appui de la présente assertion, il cite un [illegible] du 10 mai, section de la charte de la ville, approuvée le 17 Février 1805, par laquelle le trésorier est le seul du faire publier dans tout son [illegible] année, il cite encore l'acte du 3 Mars 1809, (et non 1808, comme il l'a dit) par lequel il est du droit du trésorier de faire vérifier ses comptes par un officier du gouvernement général, les arrérages du peuple, en billets de banques dépréciés. Mr. R. allait continuer et déjà continué, mais pauser de la banque [illegible] Mr. C. lorsqu'il fut interrompu par Mr. C. M. Conrad, qui lui rappela que la résolution ne contenait rien à ce sujet.

L'appel nominal sur la 5e. résolution donne pour résultat 30 oui—13 non.

M. Ratliff fait quelques observations sur la 6e. résolution, qui est adoptée par 31 oui contre 11 non.

Sur la 7e. résolution, M. P. M. Conrad, à l'appui de la résolution, donne lecture de l'opinion de Mr. Justice Marshall, à la cause [illegible] ajoute quelques remarques. Messrs. Ratliff, Davidson et Magne lui prennent et parlent longuement contre les résolutions. M. Magne, à l'appui du projet, répond principalement à M. Davidson, il [illegible] avec vivacité les auteurs de la Constitution. [Le discours de ce membre sera publié en entier].

M. Ratliff demande l'ajournement, mais la motion est rejetée.

Vote sur la 7e. résolution—31 oui, 11 non.

Après la lecture de la 8e. résolution, nouvelle motion d'ajournement, également rejetée.

On demande et on obtient la question préalable

Vote sur la 8e. résolution, 30 oui—11 non.

Vote sur la 10e. résolution 30 oui—11 non.

Après quoi, la Chambre s'est ajournée.

Nominations par le gouverneur avec approbation du Sénat.

JUGES DE PAIX:

NORBERT BOUDOUSQUIÉ—N. Orléans.
S. ALLEN—Ouachita.
P. LAGARDE—Lafourche Interieure.
N. BURTON—St. Hélène.
D. G. VOORHIES—Avoyelles.
J. M. JETT—Rapides.
Wm. CALVIT, "

FOUNTAIN BARBOR—Shérif des Avoyelles. (ins.

DIRECTEURS DE LA BANQUE COTOALIDER.

H. LAVERGNE,
VALERIEN ALLAIN Sénr.
P. A. ROST,
L. E. FORSTALL,
M. V. LABARRE,
PURCY VERRET.

DIRECTEURS DE LA BANQUE DE LA LOUISIANE.

J. D. DENEGRE,
ISAAC T. PRESTON,
R. W. MONTGOMERY,
THEODORE SHUTE.

RÉGATES PERMIS:

C. P. FOULTON—Pour la N. Orléans.
E. BARNETT, "
P. A. WELSH—Lafourche Intérieure.
J. B. FERCHAUD—St. Jacques.

ESCAMOTEURS:

N. S. WATERMANN—N. Orléans.
R. O. PRITCHARD, "
H. LEAUMONT, "
P. DUBERTRAND, "
SONNY REYNAUD, "
B. HAGAN, "
A. RIEFFEL, "

J. B. MONIER—Inspecteur pour la N. Orléans.

Nous commençons aujourd'hui la publication de toutes les pièces relatives aux différends survenus entre le Maire et le Conseil Municipal, afin que chacun de nos lecteurs puisse juger par lui-même de la conduite des diverses autorités sur les deux parties adverses.

Dans une matière si délicate et dont l'importance n'est, après tout, que secondaire, nous nous sommes abstenus de formuler une opinion, parce qu'il nous aurait fallu, pour cela, perdre en recherches plus de temps que nous ne pouvions en consacrer à cet objet, et que, placés dans cette situation, nous avons pensé qu'il valait mieux en tirer que d'émettre une opinion exposée en incompétence; que nous désirons n'être tout à fait juste ouvert sous le monde et sur parties que des jugements consciencieux.

Il nous nous trompons en jugeant une question nous le faisons du moins de bonne foi et par conviction: avec d'autant plus de raison que nous ne décidons rien à la légère et sans un mur examen préalable.

RAPPORT.

La Comité des Finances, auquel ont été référés les trois derniers Messages du Maire, ainsi qu'une communication du Controleur, relative à l'un dits Messages, rapporte respectueusement:

Que dans le premier de ces messages qui n'est daté, et que a été lu dans le conseil le 2 de courant mois où qu'une lettre qu'il avait reçue de contrôleur Mr. Calhoun, en réponse à une demande qu'il avait à cet employé, pour connaître des informations qu'il croyait nécessaires et à l'appui de certaines propositions qu'il se croyait obligé de soumettre au conseil, ainsi que la décision qu'il avait prise à ce sujet, laquelle était la destitution du contrôleur.

Le maire dit qu'un document est lui, il a nommément fait usage d'un demi-acte est authentiquement attaché à son dossier officiels; et, que s'il n'avait pas le droit de demander à chaque employé les informations qu'exigeait un dossier officiels, il serait obligé de marcher, comme chef de l'exécutif, à titre dans les ténèbres, dans l'absolue nécessité de [illegible] exiger une [illegible] sur les [illegible] administration, sans engager en responsabilité personnelle.

Le maire maintient aussi que ce droit appartient nécessairement au chef de toute administration, et est exercé par lui. A l'appui de la présente assertion, il cite un [illegible] du 10 mai, section de la charte de la ville, approuvée le 17 Février 1805, par laquelle le trésorier est le seul du faire publier dans tout son [illegible] année, il cite encore l'acte du 3 Mars 1809, (et non 1808, comme il l'a dit) par lequel il est du droit du trésorier de faire vérifier ses comptes par un officier du gouvernement général, les arrérages du peuple, en billets de banques dépréciés. Mr. R. allait continuer et déjà continué, mais pauser de la banque [illegible] Mr. C. lorsqu'il fut interrompu par Mr. C. M. Conrad, qui lui rappela que la résolution ne contenait rien à ce sujet.

L'appel nominal sur la 5e. résolution donne pour résultat 30 oui—13 non.

M. Ratliff fait quelques observations sur la 6e. résolution, qui est adoptée par 31 oui contre 11 non.

Sur la 7e. résolution, M. P. M. Conrad, à l'appui de la résolution, donne lecture de l'opinion de Mr. Justice Marshall, à la cause [illegible] ajoute quelques remarques. Messrs. Ratliff, Davidson et Magne lui prennent et parlent longuement contre les résolutions. M. Magne, à l'appui du projet, répond principalement à M. Davidson, il [illegible] avec vivacité les auteurs de la Constitution. [Le discours de ce membre sera publié en entier].

M. Ratliff demande l'ajournement, mais la motion est rejetée.

Vote sur la 7e. résolution—31 oui, 11 non.

Après la lecture de la 8e. résolution, nouvelle motion d'ajournement, également rejetée.

On demande et on obtient la question préalable

Vote sur la 8e. résolution, 30 oui—11 non.

Vote sur la 10e. résolution 30 oui—11 non.

Après quoi, la Chambre s'est ajournée.

Nominations par le gouverneur avec approbation du Sénat.

JUGES DE PAIX:

NORBERT BOUDOUSQUIÉ—N. Orléans.
S. ALLEN—Ouachita.
P. LAGARDE—Lafourche Intér